EN CISJORDANIE ET A GAZA

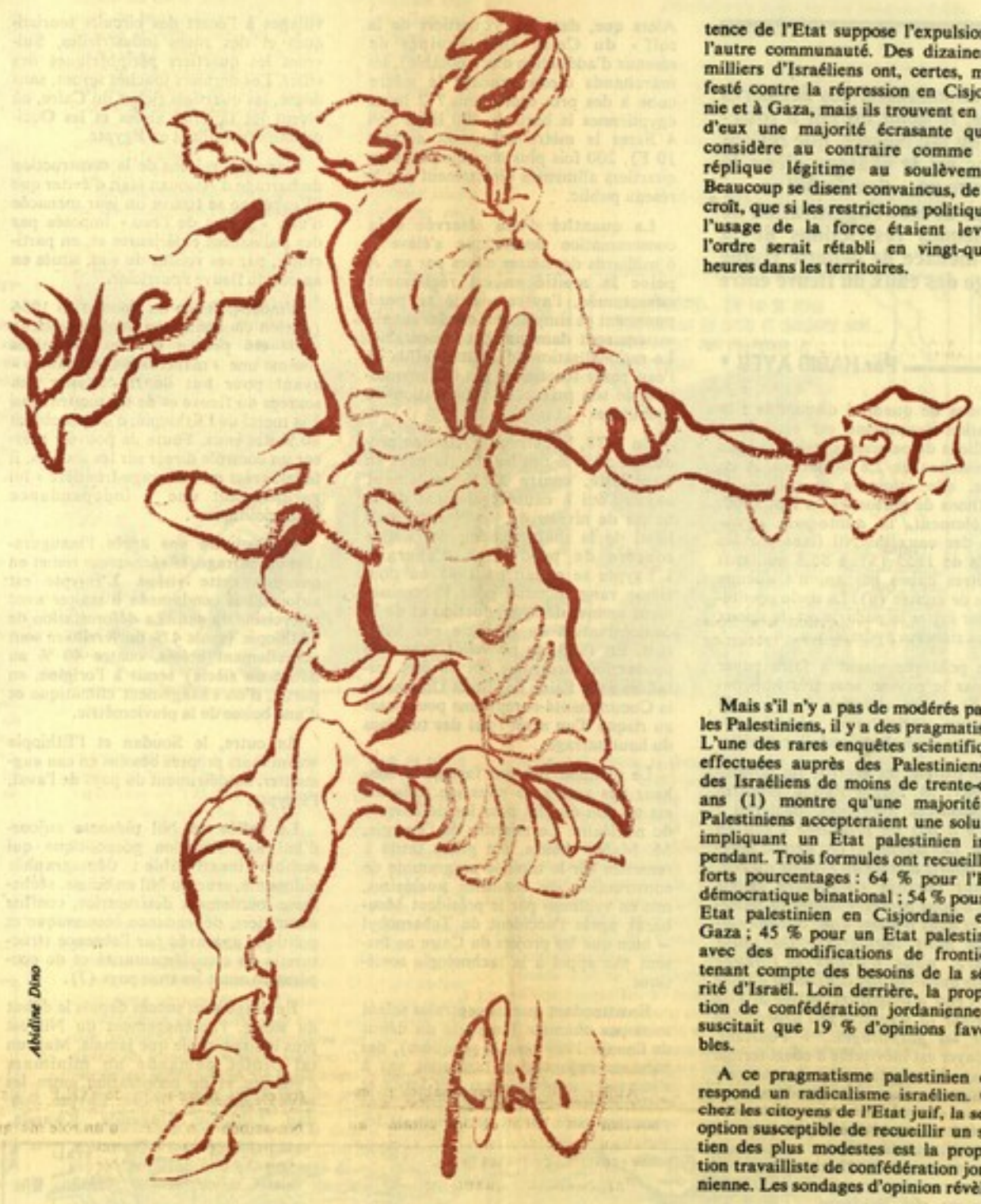
sociétés israélienne et palestinienne

sion des Frères musulmans, a joué un rôle central dans le soulèvement de Gaza.

Il semble se développer chez les Palestiniens un mouvement faisant pendant au nationalisme religieux du Goush Emounim en Israël. Islam et nationalisme palestinien sont en train de se fondre non seulement dans les territoires, mais aussi à l'OLP, dans sa rhétorique comme dans son organisation. En 1986, par exemple, l'attaque à la grenade au Mur des lamentations, lors de l'assermentation de l'unité d'élite Givati, fut menée par quatre hommes qui faisaient partie d'une cellule commune au Fath et au Djihad islamique. En 1987, des centaines de milliers de Palestiniens se sont rassemblés à la mosquée d'Al-Aqsa lors du ramadan, dans une manifestation de piété nationaliste sans précédent depuis la création de l'Etat juif. Aux élections universitaires, les listes islamiques gagnent en influence.

Certes, à court terme, l'islamisation du mouvement nationaliste peut être un moyen efficace d'organiser la lutte contre les Israéliens. Ses effets à long terme risquent cependant d'être désastreux. Car elle divisera les Palestiniens, qui comptent une fraction notable de chrétiens, et elle sapera l'unité de l'OLP comme mouvement nationaliste laïque dont beaucoup de dirigeants sont chrétiens. Depuis 1948, la population palestinienne de confession chrétienne a lentement diminué du fait de l'immigration. L'islamisation pourrait accélérer ce courant.

Enfin, comme le Goush Emounim en Israël, un mouvement nationaliste religieux chez les Palestiniens ferait obstacle à tout compromis territorial.



Pragmatisme et radicalisme

DEPUIS le soulèvement, les relations entre Israéliens et Palestiniens des territoires occupés se sont considérablement modifiées. Les événements ont eu pour effet de polariser les deux sociétés. Il n'existe plus de majorité silencieuse modérée, ni chez les Palestiniens ni chez les Israéliens. Chez les uns comme chez les autres, la majorité souhaite une solution où l'existence de l'Etat suppose l'expulsion de l'autre communauté. Des dizaines de milliers d'Israéliens ont, certes, manifesté contre la répression en Cisjordanie et à Gaza, mais ils trouvent en face d'eux une majorité écrasante qui la considère au contraire comme une réplique légitime au soulèvement. Beaucoup se disent convaincus, de surcroît, que si les restrictions politiques à l'usage de la force étaient levées, l'ordre serait rétabli en vingt-quatre heures dans les territoires.

Mais s'il n'y a pas de modérés parmi les Palestiniens, il y a des pragmatistes. L'une des rares enquêtes scientifiques effectuées auprès des Palestiniens et des Israéliens de moins de trente-cinq ans (1) montre qu'une majorité de Palestiniens accepteraient une solution impliquant un Etat palestinien indépendant. Trois formules ont recueilli de forts pourcentages : 64 % pour l'Etat démocratique binational ; 54 % pour un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza ; 45 % pour un Etat palestinien avec des modifications de frontières tenant compte des besoins de la sécurité d'Israël. Loin derrière, la proposition de confédération jordanienne ne suscitait que 19 % d'opinions favorables.

A ce pragmatisme palestinien correspond un radicalisme israélien. Car chez les citoyens de l'Etat juif, la seule option susceptible de recueillir un soutien des plus modestes est la proposition travailliste de confédération jordanienne. Les sondages d'opinion révèlent que la population est devenue encore plus hostile à un compromis territorial depuis l'éclatement du soulèvement.

Une si faible marge de manœuvre compromet toute possibilité de négociation dans un face-à-face circonscrit aux seules forces régionales. Le monde extérieur, et surtout les Etats-Unis, doit prendre l'initiative. Dans l'histoire de l'Etat d'Israël, nombre d'événements politiques marquants ont pu se produire grâce à la médiation américaine : création de l'Etat en 1948 ; retrait de Suez en 1956 ; vote de la résolution 242 des Nations unies en 1967, accordant à Israël des frontières sûres et reconnues en échange de (ou des) territoires ; accord de désengagement mettant fin à la guerre de 1973 ; accord de paix avec l'Egypte en 1978 et, finalement, retrait de Beyrouth en 1982.

Washington doit encourager le dialogue

MAIS la stratégie que poursuivent actuellement les Etats-Unis ne peut pas réussir. Ses deux grands points faibles sont la marginalisation dans laquelle elle tient l'OLP et sa présomption d'une victoire décisive des travaillistes israéliens en cas d'élections. Or l'exclusion de l'OLP ne peut que contribuer à aviver le refus palestinien, tandis que beaucoup d'Israéliens craignent que le Likoud ne sorte renforcé d'élections qui se joueraient sur le thème du compromis territorial.

Faut-il pour autant renoncer à agir en attendant l'arrivée de jours encore plus sombres ? Israël et la Palestine sont à la croisée des chemins. Pour que les Palestiniens ne sombrent pas dans l'islamisme fanatique et pour que les Israéliens ne deviennent pas de nouveaux Cosaques, à l'instar de ceux qu'avaient fuis leurs pères et mères, l'Amérique doit dès maintenant encourager Israël à parler avec l'OLP, et encourager cette dernière à permettre le dialogue.

ROGER FRIEDLAND et RICHARD HECHT.

(1) Cf. Michael Inbar et Ephraim Yuchtman-Yaar, *The People's Image of Conflict Resolution : A Comparative Survey of Israelis and Palestinians*, université de Tel-Aviv, département de sociologie, 1987 (non publié).

DÉSACCORD SUR LA RÉPRESSION DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

Les socialistes français isolés au sein de l'Internationale

Par JEAN ZIEGLER *

ON le savait depuis longtemps, l'Internationale socialiste – trente-six partis membres, dix-huit millions d'adhérents, la plus ancienne et la plus puissante organisation politique internationale – est malade du Proche-Orient. La métastase vient de se produire.

Le vice-président de l'Internationale et ancien chancelier autrichien, Bruno Kreisky, une des figures les plus prestigieuses, les plus influentes et respectées de la social-démocratie internationale, a récemment publié un texte qui, parmi les socialistes européens, a eu l'effet d'une bombe. Que dit M. Kreisky ? « *Israël est un Etat semi-fasciste... Les dirigeants du Parti travailliste* [israélien], *et, plus particulièrement, Shimon Pérès, ont trahi l'Internationale socialiste... Il* [Pérès] *a trahi l'Internationale socialiste, c'est-à-dire la communauté de tous les socialistes, en donnant l'impression qu'il ferait la paix. De façon surprenante, il avait l'air crédible. Il donnait alors l'impression qu'il utiliserait la formule du nouveau gouvernement d'unité nationale pour faire avancer la cause de la paix... Mais il n'en fit rien. Ni aucun effort dans cette direction* (1). »

Le Parti travailliste israélien est membre de l'Internationale socialiste (IS). Son leader, M. Shimon Pérès, siège parmi les membres du présidium. Que s'est-il alors passé ? La répression par les troupes d'occupation israéliennes du soulèvement des populations de Cisjordanie et de Gaza a provoqué la mort de plus de deux cents Palestiniens, le dynamitage de plus d'une centaine de maisons et la paralysie à vie de centaines de jeunes Arabes, atteints par les projectiles des colons et des troupes d'occupation. Tout cela a provoqué, dans les rangs des sociaux-démocrates européens, une indignation profonde et généralisée. M. Bruno Kreisky, par un acte apparemment solitaire, mais approuvé par beaucoup, rompt brusquement un silence qui dure depuis des décennies.

Le tournant s'était amorcé en mai dernier, lors de la réunion du conseil exécutif de l'IS.

Madrid, hôtel Barajas, mercredi matin 11 mai 1988. Le discours de M. Shimon Pérès est attendu avec une impatience contenue. La déception sera à la mesure de l'attente. M. Pérès passe rapidement sur les souffrances occasionnées par la répression israélienne. Puis viennent quelques mots de caractère général sur la nécessité d'une paix durable. La création d'un Etat palestinien dans les territoires occupés – et qui devaient être libérés par Israël – est rejetée. Selon M. Pérès, il existe déjà un Etat palestinien : la Jordanie ! L'OLP ? M. Pérès ne mentionne même pas ce sigle. Il dit simplement : « *Nous ne savons pas pour l'instant avec qui négocier. Un peuple palestinien n'a jamais existé dans l'histoire. La Palestine, d'ailleurs, non plus. Ceux qui, aujourd'hui, prétendent représenter les populations des territoires occupés ne sont que des groupes armés. Et ces groupes armés sont en permanent conflit entre eux.* »

La salle est abasourdie. M. Bettino Craxi demande la parole. Sa réaction est nette, brutale, sans équivoque. Tourné vers M. Pérès, il dit : « *Le gouvernement israélien viole tous les droits de l'homme. Il existe un obstacle principal pour qu'une paix puisse enfin se réaliser : cet obstacle est la politique actuelle du gouvernement israélien.* » M. Pérès, blême, se tait. Puis, devant le soutien très évident que les paroles de M. Craxi trouvent dans la salle, il se lève, traverse la salle, sort, et ne reviendra plus. M. Alfonso Guerra, vice-premier ministre espagnol, prend la salle à témoin : « *Sommes-nous contre l'actuelle politique de répression du gouvernement israélien ? Disons-le ! Estimons-nous que l'OLP est la représentation légitime du peuple palestinien ? Qu'on le dise...* » M. Guerra est suivi par M. Ingvar Carlsson, premier ministre suédois, puis par les représentants autrichien, danois, etc. Tous condamnent l'obstination du gouvernement israélien et dénoncent la responsabilité des travaillistes. Les socialistes français se taisent.

Maintien d'une alliance privilégiée

L'AFFRONTEMENT de Madrid ne constitue que la partie émergée de l'iceberg. Une profonde évolution est en cours depuis le début du soulèvement palestinien dans pratiquement tous les partis socialistes – à l'exception du français – de la Communauté européenne. Les solutions envisagées par les différents partis varient : les socialistes italiens – soutenus par une grande majorité de l'opinion publique et la plupart des principales forces politiques et syndicales du pays – sont partisans d'une solution « européenne ». Ils exigent le retrait immédiat des Israéliens des territoires occupés depuis 1976 ; une administration provisoire patronnée par les puissances européennes devra prendre la place des autorités militaires israéliennes. Les habitants des territoires exerceront ensuite leur droit d'autodétermination, choisissant la forme d'Etat qu'ils désirent. M. Michele Achilli, président de la commission des affaires étrangères du Sénat italien et un des principaux architectes (socialistes) de cette proposition, s'est rendu, en juin dernier, auprès des dirigeants palestiniens des territoires occupés afin de discuter des modalités pratiques. Une délégation du Parlement européen s'est également rendue – à la demande du groupe socialiste – dans les territoires occupés.

Plusieurs autres partis socialistes européens – notamment ceux d'Autriche et de Suède (dont les pays n'appartiennent pas à la CEE) – proposent de confier l'administration provisoire des territoires (en attendant l'exercice du droit d'autodétermination des Palestiniens) aux Nations unies. Quant aux socialistes français, ils ne se rallient à aucune de ces propositions : le Parti socialiste français, très isolé au sein de l'Internationale, maintient son alliance privilégiée avec les travaillistes israéliens : il considère qu'il est prioritaire de contrer l'influence prépondérante des Etats-Unis en Israël. Il veut également ménager les sentiments étroitement sionistes d'une partie de son électorat juif.

Jusqu'à présent une sorte de contrat de confiance existait entre socialistes européens et travaillistes israéliens. Les premiers s'abstenaient de toute critique publique des seconds. En contrepartie, les travaillistes promettaient, une fois revenus au pouvoir, de libérer les territoires, de respecter l'autodétermination palestinienne et d'entamer des négociations de paix avec les représentants librement choisis par les Palestiniens eux-mêmes, concrètement par l'OLP. Or la « politique du bâton », inaugurée par le ministre travailliste de la défense, M. Itzak Rabin, et le refus du gouvernement de coalition de tout contact avec l'OLP ont fait voler en éclats ce contrat.

Cette rupture – aussi douloureuse qu'elle soit pour certains socialistes européens – constitue un espoir. L'Internationale socialiste jouit d'un grand prestige et de moyens diplomatiques, politiques, financiers importants ; sa volonté de mener désormais une politique active, indépendante au Proche-Orient, sa claire reconnaissance des droits historiques et de l'existence de la nation palestinienne, apportent un soutien à la cause de la négociation, de l'autodétermination et de la paix.

* Membre du bureau exécutif du Parti socialiste helvétique et du bureau de l'Internationale socialiste.

(1) Bruno Kreisky in *Revue d'études palestiniennes*, n° 27, mai/juin 1988, Minuit, Paris, p. 13.

(Publicité)

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

pour la vie professionnelle

Affaires - Commerce - Gestion - Communication

CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES
UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE
BTS COMMERCE INTERNATIONAL
ACTION COMMERCIALE
BUREAUTIQUE ET SECRÉTARIAT

Ces examens sont ouverts à tous et se déroulent dans la plupart des grandes villes de France, et à l'étranger.

Etudiants, cadres tous secteurs, ingénieurs, techniciens, secrétaires... peuvent en profiter pour compléter leur formation et augmenter leur compétence ou assurer leur avenir professionnel.

Langues & Affaires assure par correspondance des cours tous niveaux et des préparations complètes à ces examens.

Inscriptions toute l'année. Durée d'étude à votre choix et à votre rythme.

Documentation gratuite sur ces diplômes et sur les cours à :

Langues & Affaires, service 4760, *35, rue Collange*
92303 Paris-Levallois (France). Tél. : (1)42-70-81-88.

Etablissement privé fondé en 1947. Sous contrôle Education nationale.